

**Convention collective nationale**

IDCC : 240. – **PERSONNEL DES GREFFES  
DES TRIBUNAUX DE COMMERCE**  
**(14 novembre 1957)**

**AVENANT DU 14 OCTOBRE 2009**

RELATIF À LA RETRAITE

NOR : *ASET0951168M*

IDCC : 240

Entre :

Le conseil national des greffiers des tribunaux de commerce,

D'une part, et

La fédération des services CFDT ;

La fédération des employés et cadres CGT-FO ;

La fédération nationale des employés et cadres CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

L'article 49 de la convention collective est remplacé par le présent article :

« Une fois atteint l'âge normal de la retraite, le contrat de travail peut être résilié dans les conditions légales sans que cette résiliation puisse être considérée comme une démission ou un licenciement donnant lieu aux indemnités correspondantes, et sous réserve d'un préavis réciproque fixé dans les conditions suivantes.

En cas de mise à la retraite, le salarié a droit à un préavis dont la durée est égale à celle fixée par la présente convention en matière de licenciement.

Le salarié mis à la retraite, s'il justifie chez le même employeur d'une ancienneté de services continus au moins égale à 1 an, bénéficiera d'une indemnité de mise à la retraite égale à l'indemnité légale de licenciement.

En cas de départ à la retraite à l'initiative du salarié, celui-ci a droit à un préavis dont la durée est celle fixée par la présente convention en cas de démission.

Le salarié, s'il justifie chez le même employeur d'une ancienneté de services continus d'au moins 2 ans, recevra au moment de son départ à la retraite une indemnité calculée comme suit :

- pour 10 ans de présence : 1/2 mois de salaire ;
- entre 10 et 20 ans de présence : au 1/2 mois prévu pour les 10 premières années s'ajoute 1/10 de mois par année de présence au-delà de la dixième ;
- au-delà de 20 ans de présence : au mois prévu pour les 20 premières années s'ajoute 15 % de mois par année de présence au-delà de la vingtième.

Le total de l'indemnité de départ à la retraite est limité à 3 mois de salaire. »

## **Article 2**

### *Entrée en vigueur*

Il entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 2009 sous réserve de l'absence d'opposition dans les conditions légales applicables.

## **Article 3**

### *Dépôt*

L'avenant est déposé en 1 exemplaire au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris et en 5 exemplaires auprès de la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Paris.

## **Article 4**

### *Extension*

Les signataires demandent l'extension auprès du ministère du travail des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville.

Le présent avenant a été signé en 10 exemplaires.

Fait à Paris, le 14 octobre 2009.

(Suivent les signatures.)